



NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.: LIMITEE

E/ECA/PSD.7/3
16 janvier 1992

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Septième session de la Conférence commune des
planificateurs, statisticiens et démographes africains

Addis-Abeba (Ethiopie), 2 - 7 mars 1992

**EVALUATION DES EFFETS SOCIO-ECONOMIQUES CAUSES PAR LES
MOUVEMENTS DE REFUGIES DANS CERTAINS PAYS AFRICAINS**

I. INTRODUCTION

1. Les pays africains abritent à l'heure actuelle des millions de réfugiés. En 1989 par exemple on a estimé que près de 5 millions de réfugiés sur les 15 millions qu'en compte le monde se trouvaient en Afrique¹. Les tailles importantes des populations des réfugiés ainsi que la difficulté à assurer leur rapatriement volontaire, qui est la solution durable préférée pour la grande majorité, n'en rend que plus urgente la recherche d'une solution aux conséquences de ces mouvements.
2. Le problème des réfugiés africains a commencé à se poser avec acuité dans les années 60. En 1964, par exemple, le nombre total des réfugiés en Afrique était estimé à 400 000. En 1970, ce nombre s'élevait à trois quarts de millions et à environ 3 millions en 1979. Durant les années 80, le nombre des réfugiés a atteint un sommet, 5 millions.
3. Les principaux pays de départ et d'accueil des réfugiés ont varié au fil des ans. Cependant, les faits montrent que durant les dernières années les pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique centrale, spécialement l'Ethiopie, la Somalie, le Soudan, le Malawi, la Tanzanie et le Zaïre ont été les principaux pays d'accueil des réfugiés, les trois premiers figurant aussi parmi les principaux pays de départ.
4. Par exemple, en 1990 et au début du 1991, les principaux pays d'accueil étaient les suivants: Soudan (1,3 million) pour les réfugiés venant d'Ethiopie et de Somalie; l'Ethiopie (1 million) pour les réfugiés venant de la Somalie et du Soudan; Malawi (900 000) pour les réfugiés venant du Mozambique; Côte d'Ivoire (300 000); Guinée (325 milles) et Sierra Leone (125 000) pour les réfugiés venant du Libéria et Somalie (300 000) pour les réfugiés venant de l'Ethiopie².
5. En 1966, les principaux pays d'accueil étaient les suivants: Congo (357 000) pour les réfugiés venant essentiellement d'Angola (250 000); Ouganda (150 000) pour des réfugiés venant du Congo (30 000), Rwanda (70 000) et Soudan (45 000); et le Burundi (79 000) pour des réfugiés venant essentiellement du Soudan³.
6. En 1983, les principaux pays d'accueil étaient les suivants: Somalie (700 000) pour les réfugiés venant essentiellement d'Ethiopie; Soudan pour les réfugiés venant essentiellement de l'Ethiopie (484 000) et Ouganda (200 000), Zaïre (300 000) pour des réfugiés angolais (225 000); Burundi (256 000), pour les réfugiés venant essentiellement du Rwanda (228 000) et Tanzanie (180 000) pour les réfugiés venant essentiellement du Burundi (148 000)⁴.
7. Les causes de l'exode des réfugiés d'Afrique peuvent se répartir en deux catégories principales : a) le colonialisme (les gens par exemple fuient pour se soustraire à l'apartheid et au gouvernement blanc), le néocolonialisme et leur effets, spécialement la création de nouveaux Etats fragiles, un grand nombre d'entre eux ayant des frontières artificielles et b) l'évolution d'Etats-nations viables en Afrique.

¹ HCR, Réfugiés, No.71 (décembre 1989)

² FAO, Food Supply Situation and Crop Prospects in Sub-Saharan Africa, Rapport spécial, No.2 (juin 1991).

³ OUA et CEA, Final Report: Conference on the Legal, Economic and Social Aspects of African Refugee problems, 9-18 octobre 1989. Addis: décembre 1968.

⁴ HCR, Report on UNHCR Assistance Activities in 1983-1984 and Proposed Voluntary Funds Programmes and Budget from 1985, A/AC.96/65 New York: août 1985.

8. Les guerres de libération, en particulier celles menées dans les colonies portugaises de Guinée-Bissau, du Mozambique et de l'Angola et celle en Algérie ont été les principales causes de l'exode des réfugiés durant les années 60. Par ailleurs, le système répressif d'apartheid appliqué par le Gouvernement blanc d'Afrique du Sud et les gouvernements similaires en Namibie et au Zimbabwe (anciennement Rhodésie du sud) avant leur indépendance, sont responsables des importants mouvements qui sont partis de ces pays.

9. Avec l'indépendance politique essentiellement au cours des années 60, une autre catégorie de réfugiés est apparue: exilés à la suite de la répression de gouvernements autoritaires et autocratiques et les perdants au cours de la rude bataille pour le pouvoir économique et politique dans les nouveaux Etats fragiles. On peut citer, comme exemple la guerre du Biafra, les affrontements ethnico-politiques prolongés en Angola, au Burundi, Au Tchad, en Ethiopie, au Rwanda, au Soudan, au Mozambique, en Ouganda et récemment au Libéria.

10. Après l'obtention de l'indépendance par les pays sous domination blanche comme par exemple le Zimbabwe et la Namibie et du fait de la dislocation du système d'apartheid en Afrique du Sud au cours des dernières années, ce sont les raisons énumérées dans la deuxième catégorie qui sont devenues les plus importantes. Malheureusement, des solutions aux conflits qui ont eu lieu après l'indépendance n'ont toujours pas été trouvées dans de nombreux pays, ce qui fait que le rapatriement volontaire est impossible pour une portion importante des réfugiés africains.

11. Compte tenu de ce qui précède, les objectifs du présent document sont les suivants: sensibiliser les décideurs africains, les planificateurs du développement et d'autres experts au problème écrasant que les réfugiés constituent pour les pays africains au fil des ans et fournir l'information de base adéquate pour la planification, l'exécution, l'évaluation et le suivi de programmes et projets relatifs aux réfugiés dans le cadre des plans de développement nationaux et régionaux. A cette fin, le document traite en détail des conséquences socio-économiques des mouvements des réfugiés.

II. EVALUATION DES CONSEQUENCES SOCIO-ECONOMIQUES DES MOUVEMENTS DE REFUGIES

12. Le fait d'accueillir des populations importantes de réfugiés figure au nombre des grands problèmes économiques et sociaux qu'un certain nombre de pays africains ont connus au cours des dernières années. Crisp a brièvement récapitulé ces conséquences comme suit :

"A partir du moment où ils arrivent dans le pays d'asile, les réfugiés livrent une concurrence à leurs hôtes locaux pour les maigres ressources que sont les terres, l'eau, le logement et la nourriture. Au fil du temps, leur présence opère une ponction considérable sur les ressources naturelles, exerce une pression considérable sur les services d'enseignement et de santé, les services de transport et les services sociaux. Un afflux de réfugiés peut augmenter les prix et faire baisser les salaires. Cela peut avoir un impact négatif sur la balance de paiements du pays hôte et rendre plus difficile l'ajustement structurel⁵.

13. Les conséquences des mouvements des réfugiés en Afrique sont, entre autres les suivants⁶ :

⁵ Jeff Crisp, "The high price of hospitality," Refugee, No.81(21) (Novembre 1990).

⁶ A/ Adepoju, "The consequences of influx of refugees for countries of asylum in Africa", in R. Appleyard (ed.) The Impact of International Migration on Developing Countries (Paris: OECD, 1987); and R. Chambers, "Hidden losers? The impact of rural refugees and refugee programs on poorer hosts", International Migration Review, 20(2) (Summer 1986).

- i) En Somalie et au Soudan, deux pays où l'équilibre écologique est délicat, la présence d'un nombre important de réfugiés a contribué à créer des problèmes d'environnement tels que le déboisement, la dégradation des sols et l'érosion;
- ii) Dans les régions de certains pays africains, comme par exemple la région de Kassala au Soudan, où les réfugiés constituent une proportion importante de la population globale - une pression excessive sur les services sociaux publics et l'infrastructure économique en a résulté;
- (iii) Des problèmes politiques, notamment troubles civils et raids frontaliers dans les pays d'accueil et d'origine ont surgi à la suite de l'installation de réfugiés;
- (iv) Il a été établi que les afflux de réfugiés et l'intégration de ceux-ci dans la communauté hôte ont eu des conséquences économiques, culturelles et psychologiques pour les réfugiés et la population hôte.

14. La discussion qui suit porte sur les conséquences économiques et sociales des mouvements de réfugiés. Il importe de signaler d'emblée que l'évaluation des conséquences des mouvements de réfugiés est une tâche complexe à plusieurs titres. D'abord, il est difficile de faire une distinction entre les conséquences des mouvements de réfugiés en eux-mêmes de ceux d'autres agents comme - par exemple les migrants intérieurs et les populations déplacées dans le cadre d'un système social dynamique - en expliquant les changements économiques et sociaux. En deuxième lieu, parce que pour évaluer les conséquences des mouvements de réfugiés, il faut tenir compte d'un certain nombre de variables telles que les changements séculaires périodiques dans l'économie du pays hôte et les différentes catégories de réfugiés par exemple à court et à long terme.

a) Conséquences économiques

15. L'importance des populations de réfugiés pourrait être utilisée comme indicateur du fardeau que ces mouvements constituent pour les pays hôtes. Selon cet indicateur, le fardeau que constituent les réfugiés était très lourd ces dernières années en Somalie, en Ethiopie, au Soudan et au Malawi, pays qui ont accueilli entre 500 000 et un million de réfugiés de 1989 à ce jour (tableau 1).

16. Un autre indicateur du fardeau que constituent les réfugiés dans les pays d'établissement est la proportion de réfugiés par rapport à la population locale. Les éléments disponibles montrent que par exemple au Malawi, au Soudan, en Somalie et au Burundi, la proportion de réfugiés par rapport à la population locale était élevée : par exemple 50 % dans les régions de Hivan et de Gebo et 29 % dans la région du nord-ouest de la Somalie vers 1984 et 25 % dans la région de Kassala (Soudan) en 1987⁷.

17. Dans une vague de réfugiés où prédominent des sous-groupes vulnérables - comme par exemple les enfants, les femmes et les personnes âgées - ainsi que dans les ménages de réfugiés dont le chef est une femme comme c'est le cas dans de nombreux pays africains, il y a souvent eu des problèmes sur le plan de l'autosuffisance économique dans les régions d'établissement. A cet égard, il a été constaté que les populations de réfugiés africains par exemple au Soudan, au Zaïre et en Somalie étaient de façon disproportionnée composées de femmes et d'enfants qui en constituaient les 60 à 80 %. Par exemple la proportion d'enfants (ayant moins de 18 ans) chez les

⁷ Adepoju, *op. cit.*

réfugiés angolais au Zaïre dans les années 60 et 70 a été estimée entre 50 et 60 %⁸. Ces enfants vivaient essentiellement avec leur mère du fait que le père était au front ou avait été tué au cours de la guerre. De même, une étude des camps de réfugiés en Somalie au début des années 80 a révélé que les deux tiers des ménages étaient dirigés par des femmes⁹.

18. En tenant compte de l'information de base susmentionnée sur la nature du fardeau que constituent les réfugiés et des caractéristiques de la population de réfugiés, trois aspects des conséquences économiques vont être examinés, à savoir : production/distribution alimentaires, incidence sur l'environnement et l'intégration économique.

i) Incidence sur la production et la distribution alimentaires

19. L'arrivée de réfugiés, en particulier en grand nombre, perturbe l'exécution des programmes de développement économique et social des pays hôtes du fait que de maigres ressources sont détournées pour satisfaire les besoins essentiels immédiats des réfugiés. Ces apports soudains aggravent les problèmes économiques des pays hôtes, même lorsqu'on tient compte de l'assistance fournie par les organismes d'aide internationaux.

20. La pression supplémentaire que ces mouvements exercent sur les maigres réserves alimentaires des pays hôtes est un cas topique. Les afflux de populations importantes de réfugiés dont les besoins alimentaires doivent être satisfaits par les pays hôtes, alors que ces réfugiés ou les organismes internationaux ne leur apportent aucune contribution, du moins dans le court terme, semblent avoir contribué à la situation précaire en ce qui concerne la production et la distribution alimentaires dans certains pays africains. Il en est ainsi en partie parce que ces mouvements se sont produits au cours de périodes pendant lesquelles les systèmes de production et de distribution alimentaires dans un certain nombre de pays accueillant des réfugiés ont commencé à se détériorer et en partie à cause de situations créant des mouvements de réfugiés, par exemple les troubles civils dans les pays d'origine et de destination des réfugiés ont également perturbé les activités de production et de distribution alimentaires.

21. Un rapport récent de la FAO a analysé le lien entre les afflux de réfugiés et la situation alimentaire dans un certain nombre de pays africains au cours du premier semestre de 1991. Une récapitulation des principales conclusions est présentée ci-après en pour six pays qui sont en outre parmi ceux qui ont connu une situation d'urgence alimentaire très sérieuse au cours de cette période¹⁰.

a. Soudan

22. Au début de 1991, le pays abritait 1,3 million de réfugiés venant des pays voisins touchés par la guerre et par la famine. Dans le pays lui-même, il y avait 3 millions de personnes déplacées, 1,8 million d'entre elles se trouvant dans la région de Khartoum. Connaissant déjà une situation alimentaire difficile, les réfugiés, qui comprenaient un nombre considérable venant d'Ethiopie, ont aggravé la situation alimentaire précaire du pays, la plupart des réfugiés ne disposant pas d'un abri convenable et beaucoup ne s'alimentant pas convenablement.

⁸ HCR, Refugees, n° 54 (juin 1988).

⁹ H. Christensen, Survival Strategies for and by Camp Refugees [in Somalia] (Genève : UNRISD, 1982) : 36.

¹⁰ FAO, op. cit.

b. Ethiopie

23. En 1990 et au début de 1991, l'Ethiopie abritait environ 1 million de réfugiés et 200 000 personnes rapatriées. L'escalade de la guerre civile dans le pays au cours de cette période a perturbé les opérations de secours alimentaire, ce qui a eu des conséquences sérieuses pour les réfugiés et les personnes qui revenaient au pays.

c. Côte d'Ivoire, Guinée et Sierra Leone

24. La présence de réfugiés libériens dans les trois pays voisins susmentionnés, dont le nombre est estimé à environ 750 000, a contribué à la situation alimentaire précaire de ces pays, en dépit de l'assistance d'urgence fournie aux réfugiés par les organismes d'aide internationaux.

d. Malawi

25. Il s'agit ici d'un autre pays africain dont la situation alimentaire au cours des dernières années est devenue précaire en partie en raison des réfugiés mozambicains (presque 900 000) qui se sont établis dans le pays.

ii) Conséquences pour l'environnement

26. L'afflux de réfugiés dans des régions de pays africains a créé des problèmes d'environnement tels que les suivants : la destruction des forêts et d'autres végétations naturelles autour des camps de réfugiés, la demande excessive d'eau, l'abaissement du niveau des nappes phréatiques dans les régions arides, le surpâturage par le bétail des réfugiés et la pollution de l'environnement en raison de la forte concentration de personnes dans un espace limité. Ces problèmes écologiques ont été créés en partie parce que l'urgence provoquée par les afflux de réfugiés généralement ne facilite pas la planification adéquate des établissements (par exemple, choix judicieux des sites en tenant compte de la disponibilité de ressources suffisantes telles que de bonnes terres agricoles et l'approvisionnement en eau) et la fourniture, de façon ordonnée des éléments nécessaires initiaux comme par exemple le bois pour la construction des cabanes et le combustible pour la cuisine.

27. Par exemple, en Somalie en 1978-1980, environ 700 000 réfugiés éthiopiens ont été installés à la hâte dans quatre régions. Il devint apparent, après quelques années, que les établissements avaient causé des dégâts écologiques très graves dans les localités voisines du fait de la destruction des forêts boisées environnantes, les réfugiés abattant les arbres pour construire leurs cabanes et obtenir du combustible pour la cuisine et en raison du surpâturage causé par le bétail des réfugiés¹¹.

28. Une récente étude indique ce qui suit : "En ce qui concerne l'environnement, la Somalie a payé un lourd tribut pour avoir accepté d'accueillir des réfugiés. Au cours de la dernière décennie, les terres aux alentours des camps de réfugiés ont été dépouillées de leur végétation laissant des étendues considérables de terre envahies par le sable et infertiles"¹².

29. Au Soudan également en 1983, environ 630 000 réfugiés étaient établis dans les régions de l'est et du sud. Pour permettre aux ménages d'être autosuffisants sur le plan économique, des

¹¹ L. Young, "A general assessment of the environmental impact of refugees in Somalia" *Disaster*, 9 (2) (1985).

¹² HCR, "Somalia: Trees and Refugees" *Refugees*, février 1990:20.

terres agricoles leur ont été distribuées. Après quelques années, des problèmes écologiques ont surgi, sous la forme de déboisement et de dégradation des sols en raison des pratiques d'agriculture intensive adoptées par les réfugiés¹³.

iii) Intégration économique

30. Lorsqu'on traite des conséquences des mouvements de réfugiés, il convient d'examiner comment et quand les réfugiés deviendront autosuffisants après leur installation, par exemple en les faisant participer à la vie économique et sociale de la communauté hôte et/ou en leur assurant un niveau de vie similaire à celui des populations locales ou voisines. A cet égard, il conviendrait de signaler qu'au fil des ans, en l'absence de rapatriement volontaire d'un grand nombre de réfugiés africains en raison de la poursuite des conflits, et du fait qu'il n'était possible que de réinstaller un petit pourcentage des réfugiés dans des pays tiers, la construction d'établissements dans les premiers pays d'asile est devenue la solution la plus utilisée. L'établissement dans les premiers pays d'asile a pris deux formes, auto-établissement et établissement organisé.

31. Lorsqu'il s'agit d'auto-établissement, option qui intéresse environ 60 % de tous les réfugiés africains, les réfugiés s'installent dans les villages frontaliers (et aussi dans les zones urbaines) et parviennent à vivre essentiellement sans l'assistance des organismes d'aide aux réfugiés et du gouvernement hôte. Un séminaire sur les réfugiés ruraux en Afrique a fait remarquer, à propos l'auto-établissement que "c'est la meilleure option pour parvenir à l'autosuffisance et à l'autogestion tout en évitant la mentalité de dépendance qui a été souvent constatée dans le cas de l'établissement organisé¹⁴".

32. A propos des conséquences négatives l'auto-établissement, il a été fait observer que le niveau de vie de ces réfugiés est plus bas que celui des réfugiés dans les établissements organisés et quelque fois même des groupes les plus déshérités dans le pays hôte. Par ailleurs, les établissements spontanés imposent un fardeau aux réfugiés eux-mêmes et à la communauté hôte en exerçant une pression supplémentaire sur les infrastructures éparses et sous-développées dans les régions rurales (centres sanitaires, établissements d'enseignement, etc.) et du fait que les réfugiés doivent disputer à la population locale les ressources des propriétés possédées en commun.

33. Une étude réalisée par Freund et Kalumba de ce type de réfugiés dans la province nord-ouest de la Zambie a révélé que les réfugiés étaient acceptés par les communautés hôtes et recevaient l'assistance des dignitaires, des chefs de tribu et des villageois en partie à cause de leur appartenance à la même ethnique. Cependant, des facteurs tels que l'absence d'une politique nationale bien définie relatives aux réfugiés et au statut des réfugiés, le fait que certains nationaux soupçonnent les étrangers d'être essentiellement responsables du taux de criminalité élevé dans le pays et du fait qu'un certain nombre de réfugiés ne sont pas en mesure d'obtenir des documents d'identification, a compromis leur intégration totale. A cet égard, il a été signalé que bien que la majorité des réfugiés ait accès aux installations et aux services, comme par exemple les écoles, les infirmeries et les transports publics, un certain nombre d'entre eux trouvent des difficultés à les utiliser effectivement parce qu'ils ne possèdent pas de carte d'identité nationale.

34. Deux autres facteurs ont compromis l'indépendance économique complète des réfugiés. D'abord, bien que des terres aient été attribuées aux trois-quarts de ces réfugiés, la mauvaise qualité des sols a débouché sur de mauvais rendements. En deuxième lieu, des facteurs tels que

¹³ Young, *op. cit.*

¹⁴ Eriksson, L.G. et alia, An Analyzing Account of the Conference on the African Refugee Problem, Arusha, mai 1979 (Uppsala : Scandinavian Institute of African Studies, 1981).

les réseaux de parenté limités, la taille plus importante des ménages et la période relativement limitée d'installation ont également contribué à la faiblesse du niveau de vie de réfugiés¹⁵.

35. D'une étude faite par Kok sur les réfugiés érythréens qui se sont installés spontanément dans cinq quartiers urbains de la ville de Kassala (est du Soudan), dans cinq villages dans la zone des terres arides et dans deux villages dans la zone horticole aux alentours de la ville il ressort qu'un nombre important de ces réfugiés arrivaient à vivre malgré les conditions écologiques pénibles dans certaines des régions, spécialement la zone des terres arides et aussi malgré l'existence de restrictions juridiques à leur intégration sociale et économique. La réussite partielle des réfugiés a été attribuée à a) l'hospitalité et à la coopération du peuple et du Gouvernement soudanais, b) la "débrouillardise" des réfugiés et au fait qu'ils acceptaient toute sorte de boulots y compris les plus serviles et c) l'appui qu'ils recevaient des membres de la famille travaillant dans le Golfe¹⁶.

36. Cependant, l'intégration globale des réfugiés a été entravée par deux autres facteurs. D'abord, l'étude a montré que 75 % de la population, y compris aussi bien les réfugiés que les soudanais dans les zones étudiées vivaient dans la "pauvreté abjecte". En second lieu, lorsque les réfugiés trouvaient un emploi, c'était surtout dans la catégorie des emplois faiblement payés.

37. S'agissant des établissements organisés, les réfugiés s'établissent avec l'assistance du Gouvernement hôte (qui fournit les terres) et d'organismes d'aide internationaux qui, de concert avec le Gouvernement, fournissent des fonds pour construire des maisons, acheter des couvertures, acheter de la nourriture et satisfaire d'autres besoins essentiels et pour aider à créer des écoles et des infirmeries. Le principal objectif à long terme des établissements organisés est de permettre aux réfugiés d'arriver à l'autosuffisance, par exemple permettre le fonctionnement des établissements sans assistance extérieure. A cette fin, l'assistance fournie par les organismes d'aide extérieurs et le Gouvernement vise à aider les réfugiés à cultiver pour se nourrir et à dégager un revenu pour acheter d'autres produits essentiels tels que le pétrole lampant, les légumes, le thé, le sucre, les vêtements et les chaussures.

38. On a constaté que les réfugiés dans les établissements organisés avaient souvent un niveau de vie plus élevé et stable que ceux qui s'étaient établis spontanément. En revanche, les établissements organisés ont été critiqués pour leurs coûts d'entretien élevés et la lenteur et/ou leur incapacité de réaliser l'intégration économique et sociale des réfugiés du fait que dans la plupart des cas ceux-ci sont complètement détachés des collectivités hôtes.

39. Les principaux arguments concernant la forme d'établissement optimale pourraient être récapitulés comme suit¹⁷ :

i) Intégration économique

40. Les réfugiés dans les établissements organisés, du fait de l'assistance qu'ils reçoivent des organismes d'aide et des gouvernements ont un accès meilleur et plus sûr à de bonnes terres

¹⁵ P. Freund et K. Kalumba, "Spontaneously Settled Refugees in Northwestern Province, Zambia", International Migration Review, Vol. XX, N° 2 (Summer 1986).

¹⁶ Walter Kok, "Self-settled Refugees and the Socio-economic Impact of their Presence on Kassala, Eastern Soudan", Journal of Refugee Studies, Vol. 2, N° 4, 1989.

¹⁷ J.B. Wijbrandi, "Organized and Spontaneous Settlement in Eastern Sudan: Two Case Studies on Integration of Rural Refugees" Amsterdam: Free University Research Project on Refugees in the Third World, Document de travail V-86/1, février 1986.

agricoles extérieures, ainsi qu'aux infrastructures et services économiques et sociaux tels que le logement, les écoles et les infirmeries et par conséquent ont un niveau de vie plus élevé et plus stable que celui des réfugiés qui se sont installés spontanément.

ii) Effets sur les communautés hôtes

41. Les deux formes d'installation, spécialement l'installation spontanée qui entraîne un accroissement de la population dans le pays de destination ont des conséquences économiques écologiques et sociales néfastes pour les communautés hôtes. Cependant, on a laissé entendre que les établissements organisés peuvent réduire au minimum certaines des conséquences néfastes grâce à une planification, à un suivi et à une gestion appropriés de stratégies qu'il serait difficile d'appliquer dans le cas d'établissements spontanés. En outre, les réfugiés qui se sont installés spontanément sont plus vulnérables à l'exploitation de capitalistes et d'autres membres des communautés hôtes, par exemple lorsqu'ils acceptent d'être employés comme travailleurs agricoles sous-payés.

iii) Assistance aux réfugiés

42. La planification, la gestion et la fourniture de secours aux établissements organisés sont habituellement coûteuses, et constituent des dépenses qui généralement n'existent pas pour les réfugiés qui se sont installés spontanément. Par ailleurs, les réfugiés vivant dans des installations organisées sont plus enclins à développer le syndrome de la dépendance, dans la mesure où un grand nombre d'entre eux n'arrivent pas à devenir autosuffisants après beaucoup d'années d'assistance. Il conviendrait de souligner cependant, que bien que le coût de la subsistance pour les réfugiés qui se sont installés spontanément soit à la charge des réfugiés eux-mêmes, une assistance étant fournie par les communautés hôtes, ces réfugiés imposent des coûts occultes du fait qu'ils se servent d'installations et de services d'enseignement et de santé destinés aux locaux.

iv) Sécurité

43. Pour réduire au minimum les problèmes de sécurité le long des frontières en Afrique causés par la présence de réfugiés, l'OUA a, en 1969, demandé que "dans le cadre du droit d'asile, on installe les réfugiés dans la mesure du possible à une distance raisonnable de la frontière du pays d'origine". Des établissements organisés ont une meilleure chance de satisfaire cette condition, puisque le Gouvernement hôte généralement décide de l'implantation de ces établissements. Les réfugiés ruraux qui s'établissent spontanément sont cependant plus portés à s'installer aux frontières au sein de leurs groupes ethnique et de parenté, leur présence étant souvent à l'origine d'incursions de frontière.

v) Liberté et participation des réfugiés

44. L'argument majeur qui milite contre les établissements organisés c'est que les réfugiés ne peuvent participer à la prise de décisions concernant leur bien-être social. Dans beaucoup de cas aussi, leur liberté de mouvement et leur interaction avec la population locale sont limitées. De telles contraintes généralement n'existent pas dans les lieux où les réfugiés se sont installés spontanément.

45. Cependant, les deux types de réfugiés se heurtent à des limitations juridiques en ce qui concerne leur participation entière à la vie économique et sociale du pays hôte.

b) Conséquences sociales

46. La présence de réfugiés, spécialement en nombre important a entraîné une pression sur les services et infrastructure sociaux (par exemple les écoles, les infirmeries et les centres de santé, l'eau, l'électricité et les services de vulgarisation agricole) dans les localités de destination. Par exemple, un accroissement sextuple imprévu de la population d'une partie du sud Soudan, qui est passée de 6 000 en 1970 à 40 000 en 1983 a eu des effets négatifs sur les services de santé dans la communauté aussi bien pour la population locale que pour celle de réfugiés¹⁸.

47. Au Malawi un autre exemple de pays qui accueillait près d'un million de réfugiés mozambicains au cours des dernières années, la demande en matière de services et d'infrastructures sociaux est devenue si importante qu'il a fallu nommer un fonctionnaire de district chargé des secours dans chacune des régions touchées. Par ailleurs, les organismes qui s'occupent des réfugiés, comme par exemple la Compagnie des eaux et le ministère des services communautaires ont reçu du personnel et des fonds pour l'assistance aux réfugiés¹⁹. Pour régler ces problèmes et faire face à d'autres coûts entraînés par les réfugiés, une étude parrainée par la Banque mondiale a recommandé un programme d'assistance d'urgence de 25 millions de dollars E.-U. pour 1990 et pour 1991.

48. Une autre dimension des incidences sociales des mouvements de réfugiés concerne la composition de la population de réfugiés dans les établissements (par exemple le pourcentage disproportionné de femmes et de ménages dirigés par des femmes, déjà mentionné plus haut) et l'administration des établissements de réfugiés. L'émergence de nouvelles relations sociales dans ces établissements a été constatée, notamment la prise de conscience accrue des femmes et la disparition des rôles et de la responsabilité traditionnels des hommes. Cette évolution s'explique par le fait que les gouvernements hôtes et les organismes d'aide internationaux dans les camps de réfugiés ont supplanté les hommes dans leur rôle traditionnel de pourvoyeurs de subsistance et de centres de décision en ce qui concerne la famille/le ménage. Il n'est donc pas surprenant que "beaucoup de réfugiés, de ménages et de groupes manifestent des signes d'une désintégration profonde"²⁰.

49. Bien que les réfugiés ruraux constituent le gros de la population de réfugiés en Afrique, le nombre de réfugiés urbains est cependant important dans des pays comme Djibouti, le Kenya et spécialement le Soudan²¹. Au Soudan, le nombre de réfugiés urbains a, pendant quelques années maintenant, dépassé de loin celui des réfugiés ruraux - par exemple près de 20 000 personnes se sont installées spontanément à Port Soudan, Gedaref et Khartoum en 1983. Port Soudan, avec une population de 250 000, abritait 60 000 réfugiés éthiopiens en 1980.

50. Quant aux problèmes des localités urbaines, en particulier, des villes principales en Afrique au cours des dernières années comme par exemple le chômage déclaré, le sous-emploi, la pression

¹⁸ H. Bariagaber, "Contemporary Refugee Movements in East and Central Africa and Their Economic Implications", In IUSSP, Conférence africaine sur la population, Dakar, 1988 (Liège : 1988).

¹⁹ HCR, Refugees, n° 54 (juin 1988).

²⁰ Peter Nobel (ed.) Refugees and Development in Africa, Scandinavian Institute of African Studies, travaux de séminaire, n° 19 (Uppsala : 1987).

²¹ Adepoju, op. cit.

sur les services et infrastructures sociaux, présence de réfugiés en grand nombre en a légèrement atténué l'ampleur.

III. CONCLUSIONS

51. La situation des réfugiés figure parmi les principaux problèmes économiques et sociaux dans un certain nombre des pays africains, spécialement en Afrique de l'Est et en Afrique centrale, qui accueillent des populations importantes de réfugiés. Sur la toile de fond que constituent des problèmes tels que les afflux massifs et imprévus dans des pays qui sont pauvres pour l'essentiel, la recherche de solutions durables a été aggravée par la lenteur du rapatriement volontaire ainsi que par de nouveaux afflux de réfugiés en raison de nouveaux conflits dans la région.

52. A cet égard, il convient de mentionner que le règlement des conflits actuels et les réformes démocratiques des systèmes politiques actuellement opérées dans plusieurs pays contribuera considérablement à supprimer les causes fondamentales des problèmes des réfugiés. Des recommandations à cet effet ont été réitérées lors de réunions sur le problème des réfugiés en Afrique. Par exemple, déjà en 1967 deux suggestions avaient été faites pour résoudre le problème. La première consiste à stopper la tendance des politiques répressives des gouvernements étrangers et coloniaux grâce à une pression internationale et grâce à l'accélération, par l'intermédiaire de l'ONU et de l'OUA, du processus de décolonisation. Cet objectif a été maintenant largement atteint. La seconde est de la même veine, à savoir "inviter les Etats africains indépendants à faire preuve de plus de tolérance en ce qui concerne les points de vue opposés et à faciliter le retour chez eux des réfugiés en supprimant les causes fondamentales de la crainte de la persécution..."²².

53. L'évaluation faite plus haut des conséquences socio-économiques des mouvements de réfugiés a montré que les afflux de réfugiés ont eu divers effets sur les réfugiés, les communautés hôtes et l'économie des pays d'origine. A cet égard, puisque l'accueil des réfugiés est devenu au cours des dernières années, un phénomène à long plutôt qu'à court terme, comme on le pensait précédemment, de nouvelles orientations en ce qui concerne l'assistance sont nécessaires pour faire face à l'évolution nouvelle, dans l'attente d'une solution politique.

54. Une stratégie dans ce sens a été proposée par la deuxième Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés (ICARA II) en 1984, qui a invité à fournir une assistance sur le plan de l'infrastructure et du développement à la fois aux réfugiés et aux communautés hôtes voisines (c'est-à-dire le développement zonal). Cette stratégie a été justifiée de façon ferme par la Conférence de 1967 sur les problèmes des réfugiés africains comme impliquant la mise en place de

... services et installations agricoles, sociaux et infrastructurels des établissements sur une base plus sûre et leur élargissement aux réfugiés. En d'autres mots, les réfugiés doivent être transformés en agents actifs du développement économique et social...²³.

55. Malheureusement, l'application de programmes de développement zonal depuis ICARA II, a été compromise par un certain nombre d'événements. Contrairement aux espoirs nourris à l'époque, à savoir que les afflux des réfugiés africains se stabiliseraient, l'éclatement de nouveaux conflits dans des pays pourvoyeurs de réfugiés depuis très longtemps tels que l'Ethiopie, le Soudan,

²² OUA et CEA, "Rapport final : Conférence sur les aspects juridiques, économiques et sociaux des problèmes des réfugiés en Afrique" *op. cit.*

²³ *Idem.*

la Somalie et de nouvelles régions spécialement le Mozambique et le Libéria a gonflé considérablement le nombre des réfugiés.

56. Pour aggraver les problèmes, les ressources mises à la disposition du HCR et d'autres organismes d'aide aux réfugiés depuis ICARA II n'ont pas été à la hauteur du nombre croissant de réfugiés en Afrique et ailleurs. En outre, la crise économique et sociale, couplée à la sécheresse, à la famine et à la désertification dans les principaux pays d'accueil a fait qu'il a été difficile de concevoir et d'exécuter des programmes de développement à long terme pour la population locale et encore moins pour les réfugiés et d'autres personnes déplacées à l'intérieur du territoire.

57. Néanmoins, le développement des zones devrait être poursuivi par les pays africains accueillant des réfugiés en nombre considérable, malgré les difficultés susmentionnées, une assistance étant recherchée auprès d'autres organisations internationales telles que la Banque mondiale, le PNUD, l'OIT, la FAO et des organismes autres que le HCR dont le mandat ne couvre pas ce domaine.

58. Par ailleurs, les réformes des programmes d'établissement, la solution durable la plus utilisée pour résoudre le problème des réfugiés, sont également nécessaires. Puisqu'il a été constaté que les établissements spontanés et organisés ont des insuffisances dans de nombreuses régions, une troisième forme d'établissement, s'inspirant de leurs meilleures caractéristiques pourrait être expérimentée dans les pays africains, tout en tenant compte de la mise en garde de Chambers, à savoir qu'il n'y a pas de solution universelle aux problèmes des réfugiés²⁴.

59. A cette fin, l'option de l'auto-établissement assisté a été proposée. Cette option exige que les gouvernements hôtes et les organismes d'aide internationaux fournissent une aide constante aux réfugiés qui se sont installés spontanément de la même façon qu'à ceux qui se trouvent dans les établissements organisés. Il a aussi été suggéré que les réfugiés soient répertoriés et classés d'après diverses catégories comme par exemple la compétence, l'aptitude à s'installer soi-même ou à pratiquer l'agriculture et le moment d'arrivée²⁵.

²⁴ Robert Chambers, "Rural Refugees in Africa: What the eye does not see", *Disasters*, 3(4) (1979); et "Rural Refugees in Africa: Past experience, future pointers", *Disasters*, 6(1) (1982).

²⁵ *Idem*.

BIBLIOGRAPHIE

Adepoju, A., 1987, "The Consequences of Influx of Refugees for the Countries of Asylum in Africa" In R. Appleyard (ed.) The Impact of International Migration on Developing Countries, Paris : OECD : 219-234

Bariagabet, H. 1988, "Contemporary Refugee Movements in East and Central Africa and Their Economic Implications", IUSSP, African Population Conference, Dakar 1988, Liège

Betts, T.F., 1984, "Evolution and Promotion of International Rural Development Approach to Refugee Policy in Africa", Africa Today, 31(1) : 7-14

Bulcha, M. 1988, Flight and Integration: Causes of Mass Exodus from Ethiopia and Problems of Integration in Sudan, Sweden: Scandinavian Institute of African Studies

Chambers, Robert, 1986, "Hidden Losers? The Impact of rural Refugees and Refugee programmes on Poorer Hosts", International Migration Review, Vol. 20, N° 2, Summer : 245-263

Freund, P.J. and K. Kalumba, 1966, "Spontaneously Settled Refugees in Northwestern Province, Zambia", International Migration Review, Vol. 20, N° 2, Summer : 299-311

Gorman, R.F., 1987, Coping with Africa's Refugee Burden, Dordrecht: Martinus Nijhoff Publishers

Harrell-Bond, B.E., 1988, "The Sociology of Involuntary Migration: An Introduction", Current Sociology, Vol. 36 N° 2:1.-6

Harrell-Bond, B.E., 1986, Imposing Aid: Emergency Assistance to Refugees, Oxford: Oxford University Press

Karadawi, A., 1983, "Constraints on Assistance to Refugees: Some Observations from Sudan", World Development, 11(6)

Khasiani, S.A., 1989, "The Impact of Refugees in Receiving Countries in Africa: The Cases of Refugee Women and Refugee Professionals", In R. Appleyard (ed.) The Impact of International Migration on Developing Countries, Paris : OECD

Kuhlman, T., 1990a, "The Economic Integration of Refugees in Developing Countries: A Research Model", Amsterdam: Free University Research Memorandum, Series 1990-35

Kibreab, G., 1985, African Refugees: Reflection on the African Refugee Problem, Trenton N.J.: African World Press

Kibreab, G., 1987, Refugees and Development in Africa: The Case of Eritreans, Trenton N.J.: The Red Sea Press, 1987

Kok, W. 1989, "Self-Settled Refugees and the Socio-Economic Impact of their Presence in Kassala, Eastern Sudan", Journal of Refugee Studies, Vol. 2, N° 4

Pitterman, S., 1984, "A Comparative Survey of Two Decades of International Assistance to Refugees in Africa", African Today. Vol. 31, N° 1:25-54

Rogge, J., 1982, "Refugee Migration and Resettlement", In J.I. Clarke and L.A. Kosinski (eds.) Redistribution of Population in Africa, London, Heinemann

Rogge, J. and J. Akol, 1988, "Repatriation: Its Role in Resolving Africa's Refugee Dilemma", International Migration Review, 23(2), Summer

Smythe, M.M., 1982, "African Refugees: Their Impact on Economic Development in Countries of Asylum", Issue, Vol. 12

Organization of African Unity, 1969, Conference on the Legal, Economic and Social Aspects of African Refugee Problems, Rapport final, Parrainée par la CEA, le HCR, l'OUA et la Dag Hammersjold Foundation

Young, L. 1985, "A General Assessment of the Environmental Impact of Refugees in Somalia with Attention to the Refugee Agricultural Programme", Disaster, 9(2)

Wijbrandi, J.B., 1986, "Organized and Spontaneous Settlement in Eastern Sudan: Two Case Studies on Integration of Rural Refugees". Amsterdam: Free University, Projet de recherche sur les réfugiés dans le Tiers monde, Doc. V-86/1. Feb.

Tableau 1. Principaux mouvements de réfugiés en Afrique, 1985-1989 et PNB par habitant en 1987 des pays d'asile

Pays d'asile	Nombre de réfugiés (en milliers)		Principaux pays d'origine	Réfugiés par 1000 personnes (1989)	PNB par habitant 1987 \$E.U. ^{c/}
	1985 ^{a/}	1989 ^{b/}			
Somalie	700	840	Ethiopie	115	290
Ethiopie	59	735	Soudan, Somalie	15	130
Soudan	690	670	Ethiopie, Tchad, Ouganda	27	293
Malawi	-	606	Mozambique	72	142
Zaïre	317	320	Angola, Rwanda, Burundi	9	134
Burundi	257	270	Rwanda, Zaïre	51	230
Tanzanie	179	265	Mozambique, Rwanda, Burundi	10	209
Zimbabwe	46	171	Mozambique	18	601
Algérie	167	165	Sahara occidental	7	2 400
Afrique du Sud	-	160	Mozambique	4	2 290
Zambie	97	146	Mozambique, Angola, Zaïre	17	249
Angola	92	95	Namibie, Zaïre, Afrique du Sud	10	501
Ouganda	151	89	Rwanda, Soudan	5	77
Swaziland	8	74	Mozambique, Afrique du Sud	96	626
Cameroun	14	51	Tchad	5	1 266
Rwanda	49	21	Burundi	3	269
Kenya	8	11	Ouganda	1	315

Source : a/ UN, Population Newsletter, juin 1991, tableau 1.

b/ HCR, Réfugiés, n° 71, décembre 1989.

c/ Banque mondiale, Afrique subsaharienne : De la crise à la croissance durable, Washington D.C., 1989.

Tableau A.1. Les réfugiés d'Afrique : Faits marquants depuis les années 50

<u>Période</u>	<u>Evénement</u>
1957	Première intervention du HCR en Afrique Assistance à 200 000 réfugiés algériens
1961	Afflux de 151 000 réfugiés angolais au Zaïre, passés à 400 000 en 1970
1962	Rapatriement volontaire de 200 000 réfugiés algériens de la Tunisie et du Maroc
1963	Commencement de l'afflux en Ouganda de réfugiés en provenance du Rwanda, du Soudan et du Congo
1967	Commencement de l'afflux au Soudan de réfugiés en provenance d'Ethiopie
1972-73	A la suite de l'Accord d'Addis-Abeba, opération Soudan-Sud pour le rapatriement volontaire de plus de 150 000 réfugiés soudanais d'Ouganda, du Zaïre, de l'Ethiopie et de la République centrafricaine Afflux de réfugiés du Burundi en Tanzanie (28 000), au Rwanda (10 000) et au Zaïre (25 000)
1975-77	Rapatriement volontaire de réfugiés vers la Guinée-Bissau, le Mozambique et l'Angola, à la suite de l'indépendance de ces pays.
1976	Attaque armée contre un camp de réfugiés zimbabwéens à Nyazonia (Mozambique)
1977	A la suite des émeutes de 1976 à Soweto, exode de réfugiés d'Afrique du Sud
1978	Le HCR entame un programme spécial d'assistance humanitaire dans la Corne de l'Afrique
1979	Conférence d'Arusha sur les réfugiés en Afrique
1979-80	Rapatriement volontaire d'environ 190 000 réfugiés zaïrois du Burundi, de Tanzanie, d'Angola, de Zambie et du Soudan
1980	Rapatriement de 150 000 Tchadiens du Cameroun, du Soudan, de la République centrafricaine et du Nigéria
1981-82	Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique (ICARA), en avril 1981
1982	Plus de 30 000 personnes originaires du Rwanda déplacées à l'intérieur de l'Ouganda et plus de 30 000 franchissent la frontière et pénètrent au Rwanda
1983	Commencement du rapatriement volontaire de réfugiés éthiopiens de Djibouti
1983-84	Rapatriement volontaire de 200 000 réfugiés du Zaïre et du Soudan
1984	Deuxième Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique (ICARA II) en juillet
1984-85	Rapatriement volontaire d'environ 170 000 Ethiopiens du Soudan
1985-86	Rapatriement volontaire d'environ 121 000 Ethiopiens du Soudan
1986-87	Rapatriement d'environ 150 000 Ethiopiens au Soudan
1987-88	Rapatriement volontaire d'environ 100 000 Ougandais du Soudan
1988	Commencement d'afflux importants au Malawi (environ 630 000) de réfugiés mozambicains
1988-89	Rapatriement volontaire d'environ 86 000 Ougandais du Soudan
1990	Commencement de l'exode massif de réfugiés libériens (environ 650 000) vers la Guinée (312 000), la Côte d'Ivoire (208 000) et la Sierra Leone (126 000)

Source : HCR, Réfugiés, divers numéros et Refugees Magazine, n° 5, décembre 1983, p. 16.

